

Politique commerciale du Canada

M. l'Orateur adjoint: La Chambre consent-elle à ce que le député poursuive?

Des voix: D'accord.

M. Stevens: Je remercie les députés de leur patience. Je continue, mais je serai bref. On s'attendrait que le gouvernement canadien soit beaucoup plus sensibilisé aux difficultés de nos producteurs. Cette approche subtile, cette attitude qu'il prend comme si une élite à Ottawa ou à Genève savait mieux que quiconque ce qui est préférable dans le monde inconstant et changeant d'aujourd'hui, témoigne encore une fois du peu de considération du gouvernement pour ceux qui doivent subir les conséquences de ses politiques. Espérer et prier que la situation économique mondiale tournera à l'avantage du Canada ne suffit pas. En tant que puissance commerciale, nous devons chercher par tous les moyens à assurer aux nôtres une place prépondérante sur les marchés du monde. Pour cela, il ne suffit pas de vendre à l'étranger, il faut encore examiner secteur par secteur, et industrie par industrie, les moyens dont nous disposons au Canada pour nous assurer une part toujours plus grande du commerce mondial. Dans cette perspective, au lieu de fuir les conseils des Canadiens, au lieu de faire la sourde oreille aux observations, voire aux critiques, le gouvernement devrait participer activement à des entretiens suivis, de façon à mieux comprendre les désirs des Canadiens.

Contrairement à ce que le premier ministre et son cabinet peuvent penser, le fait est que l'on peut faire confiance au peuple canadien. Les Canadiens voudraient prendre part à ces négociations en matière commerciale. Pourquoi donc le gouvernement ne les met-il pas à contribution? Pourquoi ne pas consulter les secteurs de la population qui seront les plus durement touchés? Qui sait, même l'actuel gouvernement fera peut-être moins d'erreurs qu'il n'en a fait jusqu'à présent.

M. Kaplan: Le député me permettrait-il une question?

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Il n'appartient pas au député de le permettre puisque son temps de parole est écoulé. Cela ne peut se faire qu'avec le consentement de la Chambre. Consent-on à permettre au secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Kaplan) de poser une question?

Des voix: D'accord.

M. Kaplan: Monsieur l'Orateur, dans ses allégations relatives au secret, le député a omis de mentionner un processus consultatif avec l'industrie qu'il connaît très bien puisqu'il y a participé. Je voudrais savoir s'il a effectivement pris part à ces consultations et rencontré les négociateurs canadiens chargés des négociations du GATT. Peut-être pourrait-il prendre quelques instants pour transmettre à la Chambre les impressions qu'il a retirées de ces consultations.

M. Stevens: Je voudrais répondre à cela, monsieur l'Orateur. Si je comprends bien, le secrétaire parlementaire veut parler de l'exposé donné à Genève à l'Institut canadien des affaires étrangères et auquel j'ai eu l'occasion d'assister. M. Rodney Grey, qui était à la tête de notre groupe de négociations à Genève, nous a mis au courant de la position du Canada. M. Long, directeur général du GATT, nous a tracé un tableau des négociations du GATT sur le plan mondial.

Je voudrais dire au secrétaire parlementaire que l'exposé auquel j'ai assisté, en tant que membre de ce groupe, est à l'origine du débat que nous avons ici. Les hommes d'affaires qui ont entendu cet exposé ont été, tout comme moi, scandali-

sés par les résolutions que le Canada devait présenter à Genève et qui ne tenaient aucun compte du Parlement ni de la population du Canada. J'ai été scandalisé d'apprendre que la tenue de ce genre de négociations dépendait du caprice d'un seul ministre, le ministre des Finances. Il est temps que le gouvernement abandonne cette loi du secret et mette les gens au courant de ce qu'il entend exactement proposer lors de ces négociations.

Je remercie le secrétaire parlementaire de m'avoir posé cette question, car il n'aurait pas pu tomber plus juste. Le fait est que le gouvernement n'est absolument pas disposé à pratiquer la politique de la porte ouverte, dans les négociations commerciales qui se déroulent actuellement. Cela risque malheureusement d'avoir un effet désastreux pour notre économie et, ce qui est plus important, pour ceux qui peuvent à bon droit s'attendre à voir se créer des emplois grâce à une politique commerciale intelligente de la part du Canada. L'avenir du Canada est un avenir international et il est temps de mettre fin aux discussions secrètes, du genre de celle qui s'est tenue à Genève.

M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge): Monsieur l'Orateur, j'ai été vivement intéressé par les remarques du député de York-Simcoe (M. Stevens). Je partage son opinion sur l'importance de ce problème. Je ferai remarquer, toutefois, que si de belles paroles suffisaient à renflouer le trésor public, nous nagerions tous dans l'opulence au lieu de nous débattre dans la confusion. La confusion règne de part et d'autre.

Le député de York-Simcoe accuse le gouvernement d'avoir la manie du secret. Le député devrait connaître la musique pourtant. Le gouvernement n'a pas la manie du secret, il ne sait pas ce qu'il fait. Mais lorsqu'on écoute le député de York-Simcoe, on n'est pas trop sûr non plus à quelle enseigne il loge. C'est très bien de sa part de dire au gouvernement que nous voulons être tenus au courant de ses démarches car nous estimons qu'il ne se met pas assez en évidence. Cependant, je serais prêt à contredire le député sur ce point. Je crois que le gouvernement s'est très bien mis en évidence. C'est bien de demander au gouvernement d'abattre ses cartes sur la question du libre échange pour que nous ayons matière à discuter. L'autre question est la suivante: quelle est la position du parti conservateur à l'égard du libre-échange? Permettez-moi d'être franc, monsieur l'Orateur, et de commencer en disant que c'est là un débat à la fois sérieux et important. Avec tout le respect que je leur dois, je dirai à mes amis à ma droite qu'on ne peut pas aller bien loin dans ce débat sans connaître l'opinion de l'opposition officielle sur cette question. Comment peut-on avoir un débat si l'on ne sait pas quelle est la position de chacun?

● (1550)

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Dites-nous quelle est la vôtre.

M. Saltsman: Je dirai au député d'Edmonton-Ouest M. Lambert ce qu'elle est. Je m'y attendais et j'ai justement quelques notes à ce sujet. Il est bien clair que le pays se dirige vers un libre-échange avec les États-Unis. A mon avis, on a tort de parler de libre-échange avec les États-Unis. L'expression libre-échange est généralement reliée au commerce international et, quant à moi, en tant que membre d'un parti socialiste démocratique, je ne m'oppose nullement au libre-échange international.